

Les zones humides

Mise à jour : 2009

Les zones humides sont des maillons indispensables dans le cycle de l'eau. Réservoirs de biodiversité, elles assurent aussi de nombreuses fonctions écologiques : véritables filtres pour les eaux, zones naturelles tampon en bordure de la lagune, zone d'expansion des crues... Les zones humides représentent plus de 9 000 ha sur le périmètre du SAGE. Au-delà de leurs inventaires, le SAGE peut être l'outil d'une politique volontariste de protection, de gestion et de développement de ces espaces. Le SDAGE fixe comme prioritaire la gestion de ces espaces, et leur intégration dans les politiques de gestion du territoire. Certaines dispositions réglementaires permettent enfin, depuis 2005 de mettre en place des outils d'accompagnement financier.

Les zones humides : des fonctions essentielles.

Les zones humides se caractérisent par la présence, permanente ou temporaire, en surface ou à faible profondeur dans le sol, d'eau douce, saumâtre ou salée. A l'interface entre terre et eau, elles se distinguent par des sols plus ou moins gorgés d'eau et par une végétation dominante composée de plante adaptées aux milieux aquatiques ou humides au moins pendant une partie de l'année.

Outre leur contribution à l'auto épuration des eaux, les zones humides assurent d'importantes fonctions :

■ **hydrologiques** : elles participent à la régulation des eaux, zone d'expansion des crues, soutien des débits d'étiage et recharge des nappes ;

■ **épuration** : par stockage et dégradations biochimiques dans le sol, et par assimilation par les végétaux, mais aussi par décantation des apports solides ;

■ **biologiques** : elles abritent de nombreuses espèces animales et végétales adaptées aux différents degrés d'humidité. Les zones humides sont un réservoir de biodiversité.

■ **de production de ressources naturelles et économiques** : pâturage, sylviculture, salins, frayères piscicoles, zones de conchyliculture, de pêche, ...

■ **récréatives et pédagogiques** : promenade, pêche, chasse, loisirs ...

■ **paysagères** : espaces naturels d'intérêt régional, national ou à l'échelle européenne (réseaux Natura 2000)

Délimitation des zones humides

Le décret du 30 janvier 2007 précise les critères de définition et de délimitation des zones humides figurant à l'article L.211-1 du code de l'environnement. Il précise notamment que les critères à retenir pour la définition des zones humides sont relatifs à la morphologie des sols liée à la présence prolongée d'eau d'origine naturelle et à la présence éventuelle de plantes hygrophiles. En l'absence de végétation spécifique, la morphologie des sols suffit à définir une zone humide.

D'autre part, la délimitation des zones humides est effectuée à l'aide des côtes de crue ou de niveau phréatique, ou des fréquences et amplitudes des marées, pertinentes au regard des critères relatifs à la morphologie des sols et à la végétation.



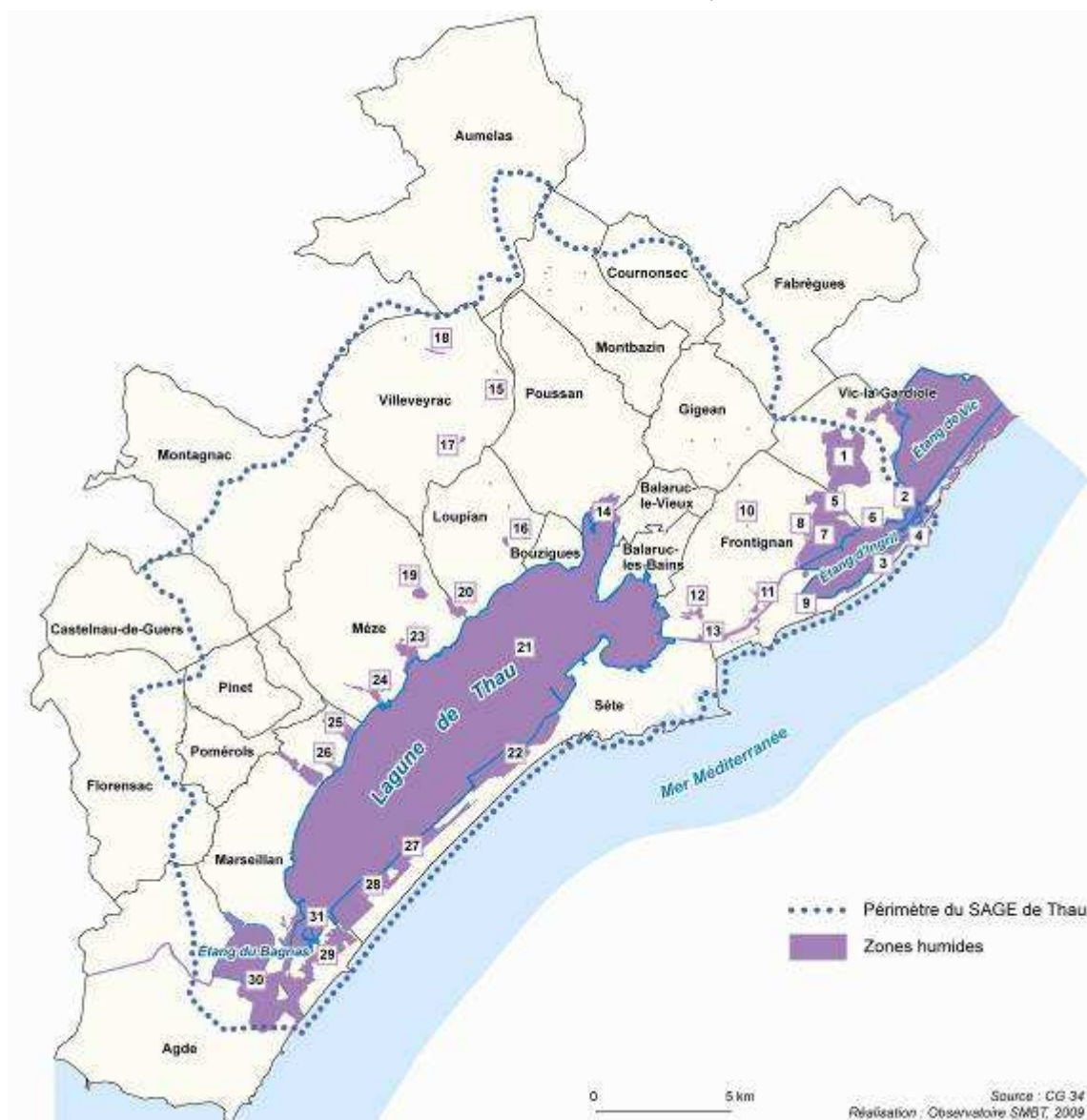
Trois exemples de la diversité des zones humides du territoire :

1. Anciens salins de Frontignan
2. Prés du Baugé
3. Crique de l'Angle



L'inventaire des zones humides sur le territoire de Thau.

Zones humides du périmètre du SAGE		Surface (ha)			
1	Marais de la Grande Palude	267,42	17	Carrière de Villeveyrac	3,31
2	Berges de l'étang de Pierre Blanche	18,58	18	Lac de Lolivet	5,33
3	Berges de l'étang d'Ingril	32,99	19	Plaine du Sesquier	16,95
4	Délaissés de l'étang d'Ingril	39,9	20	Embouchure du Pallas	25,61
5	Marais de la Grande Maïre	74,69	21	Etang de Thau	6814,9
6	Zone humide du bois des Aresquiers	22,45	22	Salins de Villeroy	206,92
7	Salins de Frontignan	225	23	La Conque et Salins de Mèze	45,63
8	Les Pielles	18,22	24	Mourre Blanc	21,52
9	Etang des Mouettes	42,95	25	Prés du Baugé et zone humide de la Bellonette	52,11
10	Mares de la Gardiole	9,37	26	Prés de Soupié et Montpénèdre	72,46
11	Délaissé de la Peyrade	32,43	27	Lido central de Thau	169,25
12	Ancienne carrière Lafarge	18,61	28	Salins de Castellàs	162,39
13	Etang de la Bordelaise	3,75	29	Gourgs et anciens grau de Maldormir	172,91
14	Crique de l'Angle	86,6	30	Etang du Grand et du Petit Bagnas	603,41
15	Mares du causse d'Aumelas	39,14	31	Baie des Onglous, reculée de Riac	72,78
16	Carrière de Cambelliès	5,71			



Initiée en 2003, la démarche conduite par le Conseil Général a abouti en 2006 à l'inventaire des zones humides de superficie supérieure à un hectare sur l'ensemble du territoire du département. Le Syndicat Mixte des Etangs Littoraux (S.I.E.L.) porte en tant que maître d'ouvrage, un inventaire détaillé des zones humides périphériques des lagunes (les plans d'eau n'y sont pas traités) sur le périmètre des étangs palavasiens. L'inventaire du CG 34 intègre les espaces recensés par le SIEL. Les zones humides des communes de Frontignan et de Vic-la-Gardiole ont été prises en compte dans le périmètre du SAGE de Thau.

Sur le périmètre du SAGE de l'étang de Thau, les zones humides représentent une surface de plus de 9 600 ha. La plupart sont de type « marais et lagune côtiers » ou « zones humides artificielles » au sens de la typologie du SDAGE, mais révèlent en réalité des mosaïques de milieux plus complexes.

Cet inventaire constitue le travail de base sur lequel le SAGE pourrait assier sa stratégie de conservation, de protection, de gestion et de valorisation des zones humides.

L'espace de fonctionnalité : partie intégrante et vitale de la zone humide

La définition de l'espace de fonctionnalité donnée par l'Agence de l'Eau (guide technique n°6) est la suivante : « Espace proche de la zone humide, ayant une dépendance directe et des liens fonctionnels évidents avec la zone humide, à l'intérieur duquel, certaines activités peuvent avoir une incidence directe, forte et rapide sur le milieu et conditionner sérieusement sa pérennité. Il doit englober l'espace périphérique de la zone humide, espace contribuant directement à son fonctionnement et sur lequel des règles de gestion pourront être prises avec les usagers de façon à préserver la zone humide ».

L'espace de fonctionnalité a donc un lien fonctionnel direct avec la zone humide (alimentation, circulation en eau, remontée de nappes, ...) mais aussi un lien écologique, permettant de mettre en relation la zone humide avec d'autres espaces naturels (notion de trame et de corridor écologique et biologique).

L'espace de fonctionnalité de la zone humide amène donc une attention particulière, tant dans sa délimitation que dans les mesures de gestion qui devront être différenciées sur cet espace pour garantir la pérennité de la zone humide dans le temps.

Les critères principaux de délimitation des espaces de fonctionnalité sont d'ordre physique (topographie), hydrologique et hydraulique (apports en eau, ruissellement direct...), pédologique, floristique... Ils correspondent bien souvent aux limites du bassin versant d'alimentation de la zone humide, ou aux limites de la zone inondable de la zone humide.

Des critères secondaires peuvent compléter si besoin le premier périmètre en l'adaptant pour tenir compte d'éléments particuliers qui ont une incidence sur le fonctionnement de la zone humide : occupation du sol, formations végétales, limites paysagères, zone nécessaire à la vie d'une espèce...

Exercice de la compétence « gestion des espaces naturels » par les collectivités.

Il n'existe pas à proprement parler de compétence « gestion des zones humides »... cependant, l'exercice de la compétence gestion des espaces naturels permet aux collectivités de se porter maître d'ouvrage de plan de gestion ou d'actions en faveur de zones humides.

Une compétence est exercée de fait par chacune des communes en matière de gestion des espaces naturels... qu'elles peuvent transférer tout ou partie à des structures intercommunales ou EPCI dans le cadre de compétences obligatoires ou optionnelles.

Sur le bassin versant, cette compétence est exercée différemment selon les collectivités :

- Compétence « gestion des espaces naturels d'intérêt communautaires » pour Thau Agglomération,
- Compétence « entretien des rivières, des ruisseaux et des rives de l'étang de Thau, protection du bassin versant » pour la Communauté de Communes Nord du Bassin de Thau ;
- Compétence « aménagement et travaux liés aux cours d'eau cadastrés (épanchoirs du canal du midi, digues de protection contre les crues, cours d'eau d'intérêt communautaire) » et « gestion et protection des espaces naturels » au titre des compétences supplémentaires de la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée ;
- Le Syndicat Mixte des Etangs Littoraux (le SIEL) exerce la compétence « mise en œuvre de la démarche Natura 2000 » sur son périmètre d'intervention.

Les statuts de protection et de gestion des zones humides sur le territoire de Thau.

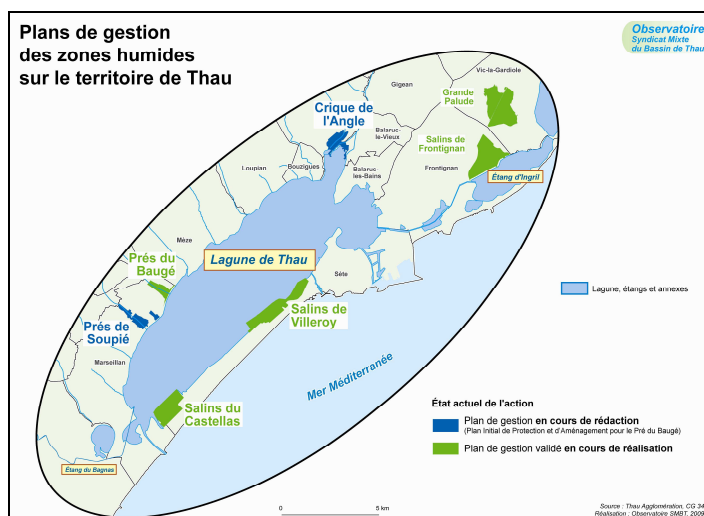
Ces statuts sont très variés : espace naturel sensible du département, zone ND du POS, zone protégée au titre de la loi littoral, terrain acquis (ou périmètre d'acquisition) par le CELRL, réserve naturelle, réserve naturelle volontaire, ZPS (directive Oiseaux) ou SIC (Site d'intérêt communautaire) des zones Natura 2000, secteur identifié au SDAGE, PPRI...

Plans de gestion en cours sur le périmètre du SAGE

Plusieurs plans de gestion sont en cours d'élaboration ou de mise en œuvre sur le territoire du bassin versant de l'étang de Thau. Chaque plan de gestion répond à des objectifs précis, intégrant les spécificités de chaque secteur (réhabilitation, restauration, gestion hydraulique, maintien des habitats spécifiques, ...)

Sur le territoire de la CABT, plusieurs plans de gestion ont été approuvés par les partenaires des Comités de Pilotage, ou sont en cours d'élaboration :

- Vène
- Maldormir
- Salins du Castellas
- Prés du Soupié
- Villeroy
- Salins de Frontignan
- Prés du Baugés
- ...



Zones humides et Natura 2000.

Le Syndicat Mixte du Bassin de Thau a été désigné maître d'ouvrage pour porter la démarche d'élaboration du document d'objectifs sur le site Natura 2000 de l'étang de Thau (voir Fiche Natura 2000). Ce site recoupe en fait deux périmètres :

- la zone de protection spéciale (ZPS, au titre de la Directive « Oiseaux ») de l'étang de Thau et du Lido de Sète à Agde ;
- la zone spéciale de conservation (ZSC, au titre de la directive « Habitats ») des herbiers de l'étang de Thau.

Le périmètre d'étude des sites Natura 2000 sur Thau a été élargi en incluant l'ensemble des zones humides du pourtour de l'étang de Thau afin de prendre en compte la richesse écologique de ces milieux et harmoniser les mesures de gestion.

Stratégies de gestion foncière sur le littoral et sur les zones humides.

Le SDAGE réaffirme d'une manière générale la nécessité à minima de maintenir la surface des

zones humides du bassin RMC, et d'améliorer l'état des zones humides aujourd'hui dégradées.

Le SDAGE recommande que les baux ruraux et environnementaux portant sur les terrains acquis par des personnes publiques ou par des associations de protection de l'environnement, ou bien portant sur des ZHIEP et ZSGE, prescrivent lors de leur établissement ou de leur renouvellement des modes d'utilisation du sol permettant de préserver ou restaurer les zones humides (articles L211.13 du code de l'environnement et L 411-27 DU CODE rural)

Le Département de l'Hérault et le Conservatoire du Littoral ont signé, en décembre 2002, une convention cadre qui fixe comme objectif la mise en place de schémas d'intervention foncière en zone littorale.

Ces schémas, sur méthodologie départementale, visent à déterminer des secteurs systématiques d'intervention par exercice du droit de préemption, entre trois partenaires : le Département, le Conservatoire et la commune territorialement concernée. La Safer Languedoc Roussillon se joint généralement à ce dispositif.

A ce jour, sept communes sont concernées : Mauguio, Candillargues, Lansargues, Villeneuve les Maguelonne, Agde, Vias et Portiragnes.

Actuellement un travail est mené en partenariat avec le SIEL afin que certaines zones humides de son périmètre soient incluses dans ce dispositif.

Sous réserve de l'accord des différents partenaires, ce nouveau schéma d'intervention foncière en zone littorale devrait pouvoir être mis en place courant 2009.

Nouvelles dispositions réglementaires instituées par loi sur le développement des territoires ruraux

La loi sur le développement des territoires ruraux (loi DTR du 23 février 2005) permet de donner un statut aux zones humides, dont la préservation est reconnue d'intérêt général non seulement pour leurs valeurs écologiques, mais aussi pour la gestion de l'eau.

Ainsi, le Préfet du département peut procéder à la délimitation de tout ou partie des zones humides définies en concertation avec les collectivités territoriales et leurs groupements. Deux types de zones humides peuvent ainsi être délimités :

- les zones humides d'intérêt environnemental particulier, (ZHIEP) dont le maintien ou la restauration présente un intérêt pour la gestion intégrée du bassin versant, ou une valeur touristique, écologique, paysagère ou cynégétique particulière

■ les zones humides stratégiques, pour la gestion de l'eau (ZSGE), sont incluses dans les ZHIEP. Elles contribuent de manière significative à la protection de la ressource en eau potable ou à la réalisation des objectifs du SAGE en matière de bon état des eaux. Dans ces zones humides, le préfet peut, par arrêté, obliger les propriétaires et les exploitants à s'abstenir de tout acte de nature à nuire à la nature et au rôle de la zone humide ainsi qu'à l'entretien et à la conservation de la zone humide, notamment le drainage, le remblaiement ou le retournement de prairie.

Les ZSGE sont incluses dans les ZHIEP définies par le SAGE.

Le PAGD permettra de définir les ZHIEP et les ZSGE, leur définition s'appuiera sur le programme de mesure de la DCE et sur les délimitations existantes (ZNIEFF et autres inventaires).

Un programme d'actions visant à restaurer, préserver, gérer et mettre en valeur de façon durable les zones humides est établi en concertation avec les collectivités et les représentants des propriétaires et des associations, réunis en comité de gestion de la zone humide, sous l'égide de la Commission Locale de l'Eau lorsqu'elle existe.

Notons enfin que les propriétés non bâties situées dans les zones humides peuvent être exonérées de la taxe foncière au profit des communes et de leur EPCI à concurrence de 50%, sur la base d'une liste dressée par le maire, et sur engagement de gestion de 5 ans du propriétaire portant sur la préservation de l'avifaune et le non retournement des parcelles.

□ Propositions pour le SAGE.

□ Protéger les zones humides et leurs espaces de fonctionnalité et assurer des modes de gestion adaptés à chaque site.

Reconquérir les zones humides.

Gérer les zones humides.

Coordonner l'ensemble des modes de protection et de gestion des zones humides sur le territoire.

Une zone humide = un gestionnaire identifié

Mobiliser les outils financiers, fonciers et agri-environnementaux pour la gestion des zones humides.

Utiliser les outils « zones humides stratégiques pour la gestion de l'eau » et « zones humides présentant un intérêt environnemental particulier ». Le règlement du SAGE peut définir et cartographier ces zones humides, afin de rendre applicable les dispositifs de gestion institués par la loi DTR.

Développer une stratégie d'acquisition foncière des zones humides.

□ Systématiser une approche de la qualité de l'eau dans les plans de gestion des zones humides.

Suivi de la qualité de l'eau

Suivi de l'évolution et de la dynamique des zones humides.

Un observatoire des zones humides sur le territoire.

Développer des axes de connaissance sur le fonctionnement des zones humides.

Mieux connaître le rôle et le fonctionnement des sédiments.

□ Intégrer la plus value environnementale des zones humides dans les politiques de développement économique et touristique de notre territoire.

Espaces emblématiques de notre territoire, les zones humides apportent un véritable « service » environnemental. Au-delà de l'intérêt scientifique qu'elles suscitent, les zones humides peuvent être, selon leur degré de fragilité, des lieux de pédagogie et d'initiation à l'environnement, et le support d'activité éco touristiques.



Lois et règlements de référence.

Décret n° 2007-135 du 30 janvier 2007 précisant les critères de définition et de délimitation des zones humides figurant à l'article L.211-1 du code de l'environnement.

Loi relative au développement des territoires ruraux (DTR) du 10 février 2005 : principe de délimitation et de gestion des Zones Humides d'Intérêt Environnemental Particulier (ZHEP) et des Zones Humides Stratégiques pour la Gestion de l'Eau (ZHSGE).

Bibliographie.

Typologie des zones humides de la Crique de l'Angle, (Stéphanie Plantel, IUT II Montpellier, CG 34, rapport de stage sous la direction de Jean Louis Brouillet). Novembre 1998, 75 pages.

Les zones humides périphériques du Bassin de Thau(UM II Montpellier, DESU Sciences de la Vie. Compte rendu de stage 2001-2002)

Caractérisation et principe de valorisation des zones humides périphériques de l'étang de Thau – Rapport final, (CG 34, Aquascop). Mai 2003. 109 pages et annexe (atlas cartographique).

Inventaire départemental des zones humides de l'Hérault, (CG 34, Aquascop, Ecologistes de l'Euzière) Avril 2006, rapport et fiches de synthèse.

Inventaire des mares en Languedoc-Roussillon, (CEN). Septembre 2006.